



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Geneva – Switzerland
www.ipu.org

Remarques liminaires du Président M. Saber H. Chowdhury

Audition parlementaire aux Nations Unies

19 novembre 2014

New York

Monsieur le Secrétaire général de l'ONU, Monsieur le Président de l'Assemblée générale, je vous remercie de vos messages.

Je suis extrêmement honoré de représenter l'UIP et de partager la tribune avec vous aujourd'hui. Seule organisation mondiale des parlements, l'UIP compte à ce jour 166 Parlements membres, soit 43 500 parlementaires qui représentent 6,5 milliards de personnes à travers le monde.

L'UIP est une organisation unique en son genre, qui porte en elle un riche héritage. Cette année, nous avons célébré ses 125 ans et je suis certain qu'elle a encore de beaux jours devant elle.

Je me réjouis moi aussi à l'idée de l'avenir palpitant qui nous attend, l'UIP et l'ONU travaillant main dans la main pour s'assurer que les ODD permettent au monde entier de faire un pas de géant en avant. J'espère que les politiques s'en empareront vigoureusement et que les citoyens s'y associeront. L'UIP est pleinement engagée dans ce projet, auquel je veux participer, pas après pas.

Chers collègues,

L'audition d'aujourd'hui s'inscrit dans le périple que nous avons entamé au printemps de l'année dernière, à Quito, et qui s'est poursuivi dans cette même salle il y a douze mois.

Le monde est plus complexe que jamais et les défis sont multiples, à commencer par les effets des changements climatiques et les dommages croissants résultant de catastrophes. Pour tout dire, 2015 est une année charnière pour les conférences et accords internationaux. Outre l'adoption des ODD, 2015 sera jalonnée par le renouvellement du Cadre d'action de

Hyogo à Sendai, et l'adoption d'un nouvel accord sur le climat qui doit voir le jour à Paris.

La façon dont ces différents accords et conférences vont s'imbriquer et se compléter est donc très importante.

Dans ce contexte difficile, nous avons souhaité nous attacher aujourd'hui à définir une approche "centrée sur l'humain" pour l'élaboration du nouveau programme de développement durable. Mus par la conviction que la véritable richesse d'une nation se trouve dans ces citoyens, c'est sur eux que nous voulons braquer les projecteurs, eux qui sont les acteurs, les moteurs et, in fine, les destinataires de ce programme.

Si chacun de nous a des droits inaliénables et est libre d'agir à sa guise, il n'en demeure pas moins que nous avons besoin les uns des autres, car c'est seulement lorsque nous nous soucions les uns des autres que nous nous réalisons en tant qu'êtres humains. Il y a me semble-t-il en Afrique un mot pour cela – "*Ubuntu*" –, que l'on pourrait traduire de la sorte : "*Je suis parce que tu es*".

Adopter une approche centrée sur l'humain, c'est donner corps à des principes fondamentaux – justice sociale, droits de l'homme, solidarité, égalité et bien commun – et les ériger en préalables au développement et au bien-être de l'humanité.

En effet, si ces principes sont souvent invoqués, la réalité est pourtant bien différente sur le terrain, où les inégalités ne cessent de se creuser, où l'exclusion sociale s'amplifie et où l'environnement continue à se dégrader. On ne peut pas dire que nous remplissons correctement le contrat social qui nous lie les uns aux autres.

Des trois piliers du développement durable – pilier économique, pilier social et pilier environnemental – il me semble que c'est le *pilier social* qu'il faut s'attacher à consolider en premier lieu si l'on veut transformer l'économie et façonner l'environnement pour le mieux. Permettez-moi de vous donner quelques exemples.

Les deux premiers viennent de mon pays, le Bangladesh, où le micro-crédit s'est révélé être l'une des initiatives les plus probantes jamais prises

pour combattre la pauvreté. L'idée est simple : en se regroupant et en mutualisant leurs maigres économies, les plus pauvres des pauvres peuvent constituer un capital dans lequel certains d'entre eux pourront puiser pour lancer de petites entreprises.

De même, si le Bangladesh est l'un des pays les plus touchés et les plus vulnérables aux effets des changements climatiques et aux catastrophes, il a fait montre d'une résilience étonnante et d'une capacité d'adaptation exemplaire grâce à la cohésion sociale, avec des communautés qui se sont unies pour travailler ensemble.

L'économie solidaire qui gagne du terrain un peu partout et qui concerne presque exclusivement le secteur privé est elle aussi un bon exemple de renforcement du pilier social.

Si l'on applique ce principe au secteur des transports par exemple, l'idée est que d'un point de vue économique, mais aussi environnemental, il est plus rationnel de vendre de la "mobilité" pour tous, que de vendre des voitures aux particuliers. Partout dans les grandes villes, les entreprises commencent ainsi à louer des voitures à l'heure et le covoiturage commence à entrer dans les mœurs.

Il est évident que l'on ne peut pas envisager dans une optique durable que des milliards de consommateurs aient des voitures, même à supposer que l'on arrive à les rendre plus sobres en carburant. Par conséquent, dans les transports comme dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, il est capital pour l'avenir de trouver des solutions innovantes *qui rapprochent les gens*.

Cela m'amène à un autre aspect de l'approche "centrée sur l'humain". Si l'on réduit le progrès à la seule croissance économique, c'est l'humain tout entier qu'on risque de négliger – ce qui veut dire son intelligence et les sentiments qui l'animent. Nous sommes bien plus que ce que nous avons. Nous sommes plus que des "consommateurs" ou des "contribuables" et, incontestablement, bien plus que des actifs productifs.

Pourtant, le message qu'on nous renvoie aujourd'hui dit exactement le contraire. Une part de plus en plus grande des échanges humains est "marchandisée" à cause de cette idée totalement erronée que seules une

production et une consommation toujours plus grandes peuvent faire fonctionner l'économie et nous apporter le bonheur.

Il ne fait aucun doute que nous devons revoir complètement notre modèle économique de façon que tout le monde puisse avoir davantage de temps et de moyens pour jouir de la vie à tous points de vue et vivre bien dans les limites de ce que notre planète peut nous offrir. Dans sa sagesse, le Mahatma Gandhi disait : *"Il y a assez dans ce monde pour satisfaire les besoins de chacun, pas l'avidité de chacun"*.

Les pays en développement ont effectivement besoin d'une croissance considérable, mais ce qui doit changer dans les pays tant développés qu'en développement, ce sont les mentalités. Il faut en finir avec l'idée que l'on peut se développer à toute allure maintenant et se soucier des répercussions sur le bien-être plus tard. Il faut une croissance plus en phase avec la nature, *une croissance bio*, qui s'accompagne d'une amélioration du bien-être humain.

Cette transformation suppose de donner suffisamment de latitude aux gouvernements pour leur permettre d'orienter l'économie dans la bonne direction, tout en s'efforçant d'assurer une protection sociale aux citoyens et de leur offrir des biens publics tels que l'éducation, la santé et un environnement propre. Il faudra aussi en finir avec notre obsession du PIB comme seul indicateur de progrès et prendre conscience qu'en définitive, c'est à la qualité de vie des gens et à leur bien-être que se mesure le développement.

Il ressort d'un des rapports de l'OIT pour cette réunion que même si certains pays parmi les plus démunis ont les moyens de créer un système de retraites, tout simplement en réaffectant les ressources existantes, notamment grâce à une réduction des dépenses militaires.

A l'autre extrême, ce sont chaque année plus de 100 milliards de dollars E.-U. qui sont dépensés en armements nucléaires (autrement dit, 300 millions de dollars par jour; 12 millions de dollars par heure), et privent ainsi la santé, l'éducation, la lutte contre les changements climatiques, la résilience face aux risques et l'aide au développement de moyens indispensables.

En 2010, les dépenses consacrées aux armes nucléaires ont été deux fois supérieures à celles allouées à l'aide publique au développement en Afrique et aussi importantes que le PNB du Bangladesh, un pays de 160 millions d'habitants. Sous-financer le développement d'une part et, de l'autre, dépenser des milliards pour s'armer à outrance n'est pas une preuve d'intelligence.

Enfin et surtout, mettre l'humain au centre du développement, c'est tenir compte du droit de tout un chacun de prendre part aux décisions qui ont une incidence sur sa vie, de se faire entendre et de choisir ses représentants. A l'UIP, nous appelons cela la "gouvernance démocratique". Nous y voyons et un outil du développement durable, et une fin en soi.

La concentration croissante des richesses aux mains d'un nombre de personnes de plus en plus restreint et les inégalités de revenus qui ne cessent d'augmenter sont un obstacle essentiel au développement durable et une grave menace pour la démocratie en tous points de la planète. Un pour cent des familles de la planète détiennent près 46 % des richesses mondiales, soit près de la moitié, tandis que la moitié de l'humanité détient moins de richesses que les 85 personnes les plus riches du monde.

Comme le montre l'un des rapports mentionnés dans notre programme, dans bien trop d'endroits les gens n'ont plus de prise sur le processus politique. Des intérêts puissants essayent de s'emparer de nos institutions, ce qui se traduit par des atteintes aux droits fondamentaux de la personne et fait perdre leurs illusions aux jeunes. Il y a un manque de transparence et de responsabilité à presque tous les échelons, que ce soit dans la sphère publique, ou dans la sphère privée.

Ce sont tous ces éléments qui justifient la campagne que l'UIP mène ici, à l'ONU, et dans les parlements pour qu'un objectif autonome sur la gouvernance soit inscrit parmi les ODD.

Chers amis,

En tant que représentants des citoyens, nous avons une conviction commune, à savoir que le service public a vocation à apporter des solutions à leurs problèmes et à leur permettre de vivre leurs rêves. Le principe est simple : améliorons ce qui nous entoure et nous laisserons ainsi à nos enfants et aux petits-enfants de nos enfants un monde meilleur.

Il faut savoir aussi qu'il y a dans nos pays, dans nos parlements et, surtout, dans le cœur et l'esprit de certains d'entre nous des obstacles qu'on ne voit pas. Pour bâtir l'avenir que nous voulons, il faut que les femmes, mais aussi les hommes comprennent les combats que leurs sœurs, leurs mères et leurs grands-mères ont ou ont eu à mener et qu'ils fassent en sorte que les femmes puissent jouir des mêmes chances, de la même dignité et du même respect.

En tant qu'êtres humains, nous ne sommes pas parfaits et jamais nous ne le serons. Et c'est pour cette raison que nous avons besoin les uns des autres pour nous entraider lorsque nous vacillons, pour nous encourager mutuellement lorsque nous perdons espoir, pour partager nos joies et nos peines.

Il est vrai que certains ouvriront la marche et que d'autres suivront, mais il n'est pas envisageable de faire le chemin seuls. Ce qui est sûr, c'est qu'il est plus facile de défendre nos valeurs, nos idéaux, nos rêves et nos aspirations en travaillant ensemble, comme une équipe.

A nous de tirer le meilleur parti de ce moment, de nous montrer à la hauteur des défis qui nous attendent, de travailler en collaboration et de prendre les choses en main.

Je vous remercie.